

ÉCONOMIE • ENTREPRISES

Les salades grecques d'EDF Renouvelables

Un ex-dirigeant de la filiale de l'énergéticien aurait participé à une fraude dont les dommages globaux sont estimés à près de 500 millions d'euros.

Par Isabelle Chaperon • Publié le 13 octobre 2020 à 10h50

Article réservé aux abonnés



Sur l'île d'Eubée, en mer Egée, sur la côte orientale de la Grèce. ARIS MESSINIS / AFP

« Bonjour, votre ancien patron en Grèce nous a trompés et vous aussi. » En plein mois de juillet, EDF Renouvelables, la filiale de l'énergéticien spécialisée dans le solaire ou l'éolien, a reçu un message pour le moins inattendu.

L'entreprise française a été alertée par Libra Group, un groupe diversifié américain appartenant à une famille britannique d'origine grecque, présent dans l'énergie, le transport maritime ou encore l'immobilier. Ce conglomérat affirme avoir été victime sur plusieurs années d'une fraude tentaculaire dont il évalue les dommages globaux à près de 500 millions d'euros.

Le 12 juin 2020, Libra Group et ses filiales ont porté plainte contre dix individus et 69 entités légales devant la cour de Nicosie, à Chypre. Le groupe dénonce principalement les agissements de six hommes d'affaires, dont un ancien patron des activités en Grèce de Libra Group et un ex-directeur général d'EDF Renouvelables (EDF EN à l'époque) en Grèce, de juillet 2013 à juin 2017, selon sa fiche LinkedIn. L'affaire est en cours d'examen par la justice chypriote.

Lire aussi | EDF doit verdir plus rapidement sa production d'électricité

Parmi les transactions litigieuses, Libra Group affirme que le rachat, en juin 2016, par sa filiale EuroEnergy de parcs éoliens en Grèce appartenant à EDF Renouvelables aurait été entaché par des détournements. Le conglomérat estime que l'opération, évaluée à 84 millions d'euros, aurait permis aux fraudeurs supposés d'extraire une douzaine de millions pour leur propre compte. Dans la foulée, des rachats de licences appartenant à EDF Renouvelables ainsi qu'à d'autres acteurs sont également

suspectés d'avoir donné lieu à des dizaines de millions d'euros de versements illicites en faveur de la même équipe.

Sociétés-écrans et contrats de consultants fictifs

« Nous n'avons pas été sollicités par les autorités chargées des enquêtes mentionnées. EDF Renouvelables se réserve la possibilité de déposer plainte dès qu'elle sera en mesure d'analyser la situation », a indiqué l'entreprise française au Monde. « EDF Renouvelables est aussi victime de la fraude, au même titre que EuroEnergy, la filiale de Libra Group. L'argent qui a été détourné aurait dû parvenir à EDF Renouvelables ou à EuroEnergy, ou aux deux », précise un porte-parole de Libra Group. Pour autant, « le fait qu'EDF Renouvelables était impliqué comme vendeur a donné toute confiance à nos administrateurs car jamais ils n'auraient pu imaginer que le dirigeant local d'une société publique française pouvait être corrompu ».

L'aide des tribunaux de Hongkong et de Chypre, qui ont demandé aux six accusés principaux de dévoiler tous leurs avoirs supérieurs à 10 000 euros, a permis de nourrir ce dossier

Comment ni Libra ni EDF Renouvelables ne se sont aperçus de l'évaporation de telles sommes ? Des sociétés-écrans enregistrées dans des paradis financiers, des contrats de consultants fictifs et la multiplication de contrats avec des intermédiaires auraient permis de brouiller les pistes. Libra précise avoir produit devant la justice près de 6 500 pages de preuves étayant ses accusations. L'aide des tribunaux de Hongkong et de Chypre, qui ont demandé aux six accusés principaux de dévoiler tous leurs avoirs supérieurs à 10 000 euros, a permis de nourrir ce dossier. De quoi découvrir des Bentley et autres villas somptueuses, souvent enregistrées au nom des épouses de ces hommes d'affaires.

Parmi les pièces que *Le Monde* a pu consulter figure un courriel d'un vendredi de juillet 2016 de l'ex-patron de Libra en Grèce, en amont d'une transaction avec EDF : « C'est ce que je t'enverrai officiellement lundi, mais aussi par courriel électronique. Regarde-le et dis-moi si tu veux des changements. » « C'est parfait », répond le dirigeant d'EDF Renouvelables, à peine vingt minutes plus tard. Son avocat n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations. « Notre client dément vigoureusement toute allégation de méfait de sa part. Il a toujours agi de bonne foi et dans le meilleur intérêt de Libra Group », souligne pour sa part l'avocat de l'ex-représentant du conglomérat.

Des documents montrent également comment Deomax, une société enregistrée à Chypre, appartenant à l'un des accusés, a acquis des actifs en juin 2016 auprès d'EDF Renouvelables pour 1,8 million d'euros et transféré, le mois suivant, 2,4 millions d'euros à Ever Ascent, une société hongkongaise détenue en définitive par le patron en Grèce d'EDF Renouvelables.

« Deomax était un maillon d'une structure complexe qui a permis d'acheter des actifs auprès d'EDF Renouvelables Hellas pour ensuite procéder à des ventes successives entre des entités contrôlées par les accusés, avec des valeurs en hausse, jusqu'à ce que les actifs terminent dans l'orbite d'EuroEnergy. C'est de cette manière que les auteurs ont généré des plus-values qu'ils se sont partagées. Aussi inconcevable que cela puisse paraître, ces opérations sont détaillées dans des documents », relève un porte-parole de Libra Group.

Contrôles resserrés

Au même moment, un autre protagoniste reçoit de la part de Deomax un virement de 2,6 millions d'euros dans une société immatriculée aux îles Marshall. Le bénéficiaire n'est autre que l'associé de l'ancien patron d'EDF Renouvelables dans Nostira, une société d'investissement dans les énergies renouvelables que ce dernier, selon son profil LinkedIn, a rejointe en mai 2018 et dont il est toujours le PDG. Nostira fait partie des sociétés contre lesquelles Libra a porté plainte.

La leçon a été retenue. Libra affirme avoir resserré ses contrôles pour que pareille mésaventure ne puisse se reproduire. Le pire, c'est que le conglomérat a découvert tardivement le pot aux roses, en

avril 2019, après avoir été alerté à la faveur d'une enquête lancée en octobre 2017 par les autorités grecques chargées de la supervision des banques et de la lutte contre le blanchiment.

Ces gendarmes s'interrogeaient sur des opérations menées par la Banque du Pirée avec le groupe Libra, notamment à Chypre, qui semblaient contrevenir au contrôle du capital des banques alors en vigueur. En menant ses propres enquêtes, le groupe américain a fini par découvrir que son patron en Grèce ne disait pas toute la vérité.

Lire aussi | « Mimosa » : le nouveau plan d'économies qu'élabore EDF

Entre-temps, la réputation de Libra a été écornée. Pilier de la haute société new-yorkaise, George Logothetis, à la tête du groupe familial, siège au conseil d'administration de l'organisme de charité créé par Barack Obama pour aider les jeunes hommes noirs. Ce philanthrope est l'un des financeurs importants du Parti démocrate américain. En 2017, Joe Biden, l'opposant de Donald Trump à l'élection présidentielle du 3 novembre 2020 aux Etats-Unis, avait d'ailleurs été la vedette américaine de la première conférence européenne organisée à Athènes par la fondation Concordia, sorte de mini-Davos soutenu par les Logothetis.

Isabelle Chaperon

Services